

29 juin 2012

Anglais, arabe et français seulement*

**Vingt-deuxième Réunion des chefs des services
chargés au plan national de la lutte contre le trafic
illicite des drogues, Afrique**

Accra, 25-29 juin 2012

Point 9 de l'ordre du jour

Adoption du rapport

Projet de rapport

Rapporteur: Solomon Caulker (Sierra Leone)

Additif

Examen de thèmes spécifiques par des groupes de travail

Thème b): Bonnes pratiques et stratégies de traitement et de réadaptation des toxicomanes

1. Le groupe de travail a tenu deux séances, les 26 et 27 juin 2012. À l'issue de ses travaux, il a formulé les observations suivantes:

a) La toxicomanie était un trouble de la santé et devrait être reconnue et combattue en tant que tel dans les politiques et programmes de traitement et de réadaptation des États;

b) À l'heure actuelle, il était très difficile d'obtenir des renseignements comparables concernant les drogues illicites, leur usage et la dépendance qui en découlait car différents organismes (services de détection et de répression, services de santé, services de traitement) détenaient de manière isolée des données qu'il fallait rassembler;

c) Des financements publics accrus étaient nécessaires pour la mise en place de centres spécifiquement conçus pour répondre aux besoins spécialisés et néanmoins interdépendants en matière de traitement et de réadaptation. En Afrique, de nombreux centres de traitement relevaient actuellement d'hôpitaux psychiatriques et ne pouvaient assurer qu'un soutien limité;

* L'anglais, l'arabe et le français sont les langues de travail de cet organe subsidiaire.



d) Les jeunes auteurs d'infractions liées à la drogue étaient particulièrement en danger lorsque des peines d'incarcération pour usage illicite de drogues leur étaient imposées. Plutôt que les mesures pénales habituelles, il faudrait envisager des programmes de traitement ainsi que d'assistance et de réinsertion sociales;

e) Des priorités concurrentes en matière d'affectation des budgets nationaux ajoutaient aux difficultés éprouvées pour atteindre les personnes pauvres, défavorisées et isolées au sein de la communauté et leur fournir des services de prévention et de traitement abordables, diversifiés et efficaces.

2. Le groupe de travail a formulé les conclusions suivantes:

a) Pour être à même d'élaborer des stratégies et des politiques efficaces de lutte contre la drogue, les décideurs avaient besoin de données factuelles, objectives, fiables et comparables concernant les drogues illicites, leur usage, les nombres d'individus demandant ou suivant un traitement et les statistiques relatives à la réduction de l'offre;

b) L'engagement politique et le soutien budgétaire étaient essentiels pour promouvoir et exécuter des stratégies efficaces de lutte contre la drogue, et chaque pays devrait disposer d'une stratégie nationale en matière de drogue qui soit globale, équilibrée et adaptée à ses besoins spécifiques;

c) Il faudrait encourager et appliquer de nouvelles méthodes face aux délinquants toxicomanes, notamment des programmes s'adressant aux jeunes, des peines alternatives et des formations spécialisées à l'intention du personnel carcéral qui travaille avec des détenus toxicomanes;

d) Les personnes touchées par l'usage illicite de drogues et la dépendance à la drogue, ainsi que les membres de leur famille, devaient avoir accès à des services de prévention et de traitement à des coûts abordables.

3. Le groupe de travail a adopté les recommandations suivantes:

a) Il faudrait encourager les gouvernements à rassembler des données factuelles, fiables et globales relatives à la fois au trafic et à l'usage illicite de drogues dans leurs pays, afin d'élaborer et d'appliquer des stratégies efficaces pour lutter contre la toxicomanie et limiter ses répercussions dans la collectivité;

b) Il faudrait que les gouvernements revoient leurs stratégies actuelles pour faire en sorte que des services de prévention et de traitement abordables, couvrant un large éventail de toxicomanies, soient à la disposition des citoyens touchés par l'usage illicite de drogues et la dépendance;

c) Il faudrait encourager les gouvernements à introduire au sein de leurs systèmes de justice pénale des procédures adaptées prévoyant, parallèlement à l'incarcération, des mesures de traitement et de réadaptation des toxicomanes.